

L'apport du *Maitron*

Mille sept cents notices pour les droits de l'Homme

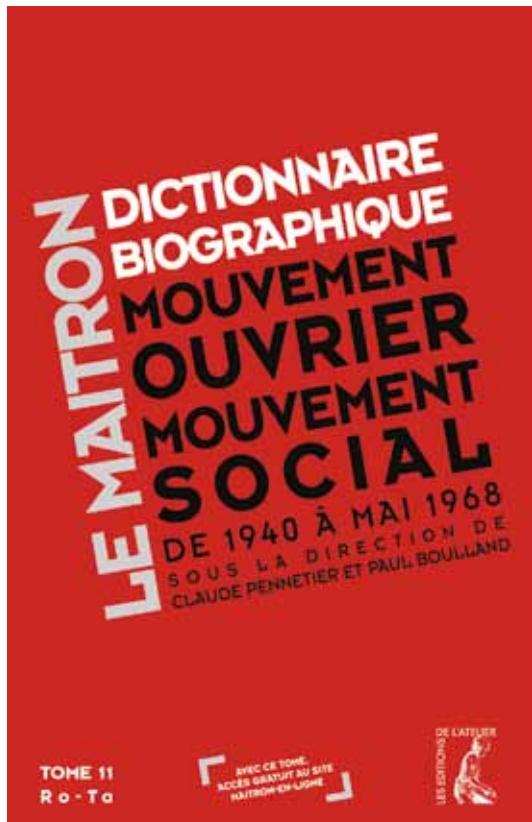
Claude Pennetier

Mille sept cents biographies, c'est le bouquet de militants et militantes de la Ligue des droits de l'Homme figurant dans la version informatique du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, de son nom d'usage *Le Maitron*⁽¹⁾. Mille sept cents sur cent quatre-vingt-quatre mille.

Le Maitron va au-delà de la sélection habituelle des dictionnaires biographiques et, sans négliger les noms disposant déjà d'une notoriété, regroupe les itinéraires de militants de terrain, de militants du mouvement ouvrier et social implantés dans leur département, dans leur ville. De même, les choix ne se limitent pas à la seule classe ouvrière mais à tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont placé leurs espoirs de changements sociaux dans l'organisation des travailleurs et l'émancipation des dominés, dont les défenseurs des droits de l'Homme.

On découvre donc dans le *Dictionnaire* aussi bien des ouvriers que des employés et des intellectuels, des syndicalistes et des militants de la LDH, même si cette association centenaire n'y a pas été retenue, pour le moment, pour elle-même dans sa totalité, mais comme lieu d'accueil de militants ayant d'autres engagements, syndicaux, politiques, associatifs. Des militants importants de la LDH n'ayant aucun lien avec le monde du travail seront donc absents. C'est le cas de Ludovic Trarieux. Au contraire, bien des noms que l'on n'associe pas spontanément à la LDH apparaissent parce que les rédacteurs des notices ont tenu à signaler leur appartenance à l'association. Pour deux cent dix d'entre eux, l'engagement est si important qu'il en est fait mention dans le chapô, figurant en tête de la notice. Y figurent bien sûr les présidents comme Ferdinand Buisson, Victor Basch, François Dehaut de Pressensé, Paul Langevin, Daniel Mayer, Henri Noguères, Yves Jouffa et Madeleine Rebérioux (elle-même auteure du *Maitron*), René Georges-Etienne (président d'honneur), Robert Verdier (président d'honneur). Dès cette première liste de «grands noms», on remarque le poids des régions,

(1) Les volumes du *Maitron* français ainsi que les volumes thématiques («cheminots»; «gaziers-électriciens»; «anarchistes»; «fusillés de la Seconde Guerre mondiale») sont consultables sur le site du *Maitron* (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr>) dans des versions complétées et souvent illustrées. Ce site, pour le moment accessible facilement à la demande avec un code, sera ouvert à tout public (sans nécessité de code) le 5 décembre 2018, à l'occasion d'une importante présentation à la Bourse du travail de Paris, salle Eugène-Hénaff (pour tout renseignement, écrire à info@maitron.org).



le rôle des intellectuels de renom et la présence de quelques femmes comme les deux Andrée, Andrée Viénot qui fut sous-secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports en 1946, et Andrée Vioillis, journaliste.

Cent biographies de ligueuses

C'est au total près de cent biographies ligueuses que le *Maitron* nous propose. Sans être nombreuses, elles jouent un rôle clé dans l'adoption du principe de l'égalité politique des sexes, principe défendu avec force au congrès de 1909 par Maria Vérone, pour qui la défense des droits de l'Homme s'articule avec le féminisme et le pacifisme. Mais, lorsque Maria Vérone approuve, pendant le premier conflit mondial, la «guerre du droit», Jeanne Halbwachs, du service contentieux, s'éloigne de l'avocate, laquelle est également présidente de la Ligue française du droit des femmes. A côté d'une femme connue comme Séverine, écrivaine et journaliste, nombreuses sont les passionnantes et discrètes militantes qui jouent un rôle départemental et auxquelles le *Maitron* donne une nouvelle visibilité.

Peiper... Peiper sera vengé». **Afrique du Sud.** Elle dénonce le massacre de jeunes Noirs à Soweto.

1977

Vie politique. La LDH appelle à voter pour les candidats présentés par les formations de gauche. **Droits sociaux.**

Dans le cadre d'un Collectif de défense des libertés comprenant des syndicats, partis et d'autres organisations, elle condamne l'agression meurtrière d'un commando contre des travailleurs en grève des Verreries mécaniques de Reims.

Armée. Face aux abus de la Sécurité militaire contre des appels accusés d'appartenir à des comités de soldats, elle organise une conférence de presse.

Libertés. Elle organise un colloque sur les dangers de la concentration de la presse entre les mains de Robert Hersant, et dénonce la complicité des pouvoirs publics qui tiennent pour lettre morte l'ordonnance de 1945. Réagissant à l'extradition de Klaus Croissant décidée au mépris du droit d'asile, elle regroupe un Comité de vigilance composé de juristes.

Attentat. Un vol avec effraction accompagné d'un incendie criminel a lieu à son siège. Un des documents volés sera reproduit dans le journal d'un parti d'extrême droite, le Parti des forces nouvelles (PFN).

Etats-Unis. Elle s'adresse au président des Etats-Unis, Jimmy Carter, pour demander l'annulation des condamnations prononcées en Caroline du Nord contre le pasteur Ben Chavis et neuf autres non-violents, sur la base de faux témoignages en collusion avec le Ku Klux Klan.

1978

Négationnisme. Après la publication par l'hebdomadaire *L'Express*,



en novembre, d'un entretien avec l'ancien commissaire de Vichy aux questions juives, Darquier de Pellepoix, la LDH rassemble trente-trois associations d'anciens déportés et résistants pour répondre à ces mensonges.

Assassinat d'Henri Curiel.

Elle participe à la fondation d'une association pour faire la lumière sur l'assassinat de ce militant tiers-mondiste réfugié politique en France depuis des années, assassiné en mai à son domicile parisien.

Armée.

Le comité « Droits et libertés dans l'institution militaire » (CDLM), présidé par Henri Noguères, est créé à l'initiative de la LDH. Il est composé d'une cinquantaine de personnalités et développe des antennes en province.

Argentine.

A l'occasion de la Coupe du monde de football, elle réclame justice pour les victimes de la dictature militaire et informe individuellement les joueurs français du climat politique dans ce pays.

URSS.

Pour protester contre l'arrestation de Chtaranski, elle organise un important défilé et dénonce les internements psychiatriques d'opposants.

1979

Droits des étrangers.

La LDH prend position contre le projet d'une « aide » aux immigrés qui s'engageraient à quitter définitivement la France.

1980

Libertés.

La LDH mène campagne contre le projet de loi dit « sécurité et liberté », présenté par le ministre Alain Peyrefitte.

Droits des étrangers.

Son congrès adopte une résolution en faveur du droit de vote pour les résidents étrangers, à commencer par les élections municipales.

Armée.

Elle révèle en mars le fichage par la Sécurité militaire des futurs

Ainsi l'enseignante du secondaire, Marguerite Verguet (1874-1955), bien oubliée en dehors des pages et des plages informatiques du *Maitron*, fonde en 1912 le premier groupe féministe de Valence qui devient l'Association drômoise pour le suffrage des femmes, forte de quatre cents membres, dont les trois quarts sont membres de l'enseignement. D'autres, comme Nathalie Bourgoise, directrice de l'Ecole normale de Chaumont (Haute-Marne), conjuguent féminisme et pacifisme. Jeanne Mélin (1877-1964), militante socialiste et pacifiste des Ardennes, s'engage dans les premières années du siècle pour le suffrage des femmes. On ne saurait décrire en quelques mots la richesse de ses combats pacifistes et sociaux. Pour une Georgette Chapelain, présidente de la section LDH de Courbevoie jusqu'à sa mort en 1982, socialisme et action laïque sont étroitement liés. Mais pour Louise Cazaubon, des Hautes-Pyrénées, le combat laïque est associé à un parcours de syndicaliste à l'Ecole émancipée. On remarque donc la forte présence des enseignantes, accompagnées de quelques avocates et journalistes, et avec, parfois, des employées.

Par ailleurs, qui dit enseignants dit souvent militantisisme de couple. Et ils ne sont pas les seuls. Comment séparer Louis et Thérèse Dispan de Floran, le professeur dreyfusard et son épouse ardente pacifiste, protectrice de l'enfance et présidente dans les années 1920 de la section LDH de l'Haÿ-les-Roses ? La mort de Louis en 1922 semble avoir laissé libre cours à la radicalisation de Thérèse, puisqu'elle milite au Parti communiste pendant plusieurs années, au moment même où d'autres en démissionnent pour ne pas avoir à quitter la LDH ou la franc-maçonnerie. Fin 1922, les militants communistes ont en effet été sommés de couper les ponts publiquement et, jusqu'à la fin des années 1930, le questionnaire d'autobiographie que les cadres communistes devront remplir comportera,

à la question 26 : « *Avez-vous fait partie de la franc-maçonnerie ou de la Ligue des droits de l'Homme ? Comment avez-vous quitté ces organisations ? Y avez-vous occupé des postes de responsabilités ?* » De très nombreux militants s'exécutèrent. Même le vieux militant laïc de l'Yonne, Ismaël Poulain, quitta quelques mois avant sa mort la LDH. Le *Maitron* signale de nombreux cas d'hésitations, y compris chez les militants ouvriers qui avaient vu, dans la LDH, un lieu de rencontre avec des militants d'autres milieux et un lien avec les républicains les plus exigeants.

De nombreux autres, comme Séverine, firent le choix inverse et restèrent à la LDH, où ils côtoyaient des socialistes, des radicaux et des militants syndicalistes. Les clivages qui apparaissent au sein de l'organisation ne doivent d'ailleurs rien à ce moment difficile. Ils prirent force dans le contexte du Front populaire et de la montée du danger nazi et aboutirent, en 1937, à la démission de sept membres du Comité central, dont le philosophe et essayiste Félicien Challaye. Celui-ci dénonçait les carences de la LDH dans la question du colonialisme, l'abandon des conceptions pacifistes sur l'organisation de la sécurité, son attitude envers l'Allemagne et la guerre d'Espagne, comme son refus de condamner les procès de Moscou. Dans son sillage s'éloignèrent le journaliste Georges Pioch, ancien dirigeant communiste de Paris exclu en 1923, l'historien Georges Michon, l'écrivaine Magdeleine Paz, l'enseignant Elie Reynier... Plusieurs d'entre eux se fourvoyèrent pendant l'Occupation, d'autres furent victimes de la répression.

Un croisement des données

Le *Maitron* nous indique aussi le nom de près de quarante militants ou anciens militants de la LDH morts pendant l'Occupation, en raison de leur engagement. Ce groupe de ligueurs et de ligueuses a le mérite de faire apparaître la diversité régionale de la LDH, et l'un des atouts du *Maitron* en ligne est de pouvoir croiser l'appartenance associative et le département. Quant aux métiers cités dans les notices, ils concernent pour un tiers l'enseignement, pour moins d'un dixième la justice et pour moins d'un vingtième le journalisme, ce qui, somme toute, laisse une très large majorité pour les autres, en particulier pour les ouvriers (environ 20%). L'essentiel ne réside pas dans ce comptage sommaire mais dans l'épaisseur de l'information biographique qui nous permet de saisir les articulations entre les différentes formes de militantisisme, les influences intellectuelles et culturelles, et les rythmes de la vie militante. Ces informations dispersées dans les cinquante-sept volumes du *Maitron* deviennent d'un accès aisément sur son site. A chacun d'organiser son voyage dans les cent quatre-vingt-quatre mille notices en fonction de ses curiosités, de son goût et de son bon plaisir. ●

« A côté d'une femme connue comme Séverine, écrivaine et journaliste, nombreuses sont les passionnantes et discrètes militantes qui jouent un rôle départemental et auxquelles le *Maitron* donne une nouvelle visibilité. »